



IMEA - INFCIRC/9/Rev.2/Add.12 22 mars 2001

Distr. GÉNÉRALE

FRANÇAIS

Original: ANGLAIS

## ACCORD SUR LES PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS DE L'AGENCE

## Situation au 12 septembre 2000

## Acceptations

1.	La lis	ste ci	i-après indi	que	les 67 États	s Me	embres qui	, au 12 septeml	ore 2	2000, avaid	ent accepté
l'Accord	l sur	les	privilèges	et	immunités	de	l'Agence	internationale	de	l'énergie	atomique
conform	ément	t à la	section 38	de	cet accord.						

_	T 11 .				
7	La liste est	l snivie du fex	rte des déci:	arations/résers	res à l'Accord

Le présent document incorpore les renseignements donnés dans le document INFCIRC/9/Rev.2/Add.11. Il remplace donc ce document.

Pour obtenir le dernier état, consulter le site web : http://www.iaea.org/worldatom/Documents/Legal/

Par mesure d'économie, le présent document a été tiré à un nombre restreint d'exemplaires.

Parties: 67

## Date de la dernière modification : 5 janvier 2000

Pays/Organisation	Signature Instrument	Date de dépôt	Déclaration, etc. / Retrait	Entrée en vigueur
Afghanistan				
Afrique du Sud		•••••		
Albanie				
Algérie	••••••	••••••		
Allemagne	acceptation	4 août 1960	☑ □	4 août 1960
Angola		•		
Arabie Saoudite		***********		
Argentine	acceptation	15 oct. 1963		15 oct. 1963
Arménie				
Australie	acceptation	9 mai 1986		9 mai 1986
Autriche				
Bangladesh				
Bélarus	acceptation	2 déc. 1966		2 déc. 1966
Belgique	acceptation	26 oct. 1965	₫ 🗆	26 oct. 1965
Bénin				
Bolivie	acceptation	10 avril 1968		10 avril 1968
Bosnie-Herzégovine				***************************************
Brésil	acceptation	13 juin 1966		13 juin 1966
Bulgarie	acceptation	17 juin 1968	<b>d a</b>	17 juin 1968
Burkina Faso				
Cambodge				~
Cameroun	acceptation	22 sept. 1988		22 sept. 1988
Canada	acceptation	15 juin 1966	₫ 🗆	15 juin 1966
Chili	acceptation	8 déc. 1987	₫ 🗅	8 déc. 1987
Chine	acceptation	16 juill. 1984	₫ 🗆	16 juill. 1984
Chypre	acceptation	27 juill. 1983		27 juill. 1983
Colombie	acceptation	1 <sup>er</sup> juill. 1983		1er juill. 1983
Corée, République de	acceptation	17 janv. 1962	Ø 🗆	17 janv. 1962

Pays/Organisation Signatu	re Instrument	Date de dépôt	Déclaration, etc. / Retrait	Entrée en vigueur
Costa Rica		and the profit of the state of		- 一・・・・・・・・・・・・・・・・・・・・・・・・・・・・・・・・・・・・
Côte d'Ivoire	•		0 0	
Croatie	succession	12 févr. 1993		12 févr. 1993
Cuba	acceptation	24 août 1982	<b>Ø</b> 0	24 août 1982
Danemark	acceptation	14 mars 1962	Ø 🗆	14 mars 1962
Égypte	acceptation	12 févr. 1963		12 févr. 1963
El Salvador		••••••	00	
Émirats arabes unis				
Équateur	acceptation	16 avril 1969	00	16 avril 1969
Espagne	acceptation	21 mai 1984		21 mai 1984
Estonie	acceptation	12 févr. 1992		12 févr. 1992
États-Unis d'Amérique				••••••••
Éthiopie		•••••••		
Fédération de Russie	acceptation	1° juill. 1966	☑ □	1 <sup>er</sup> juill. 1966
Finlande	acceptation	29 juill. 1960		29 juill. 1960
France				
Gabon				***************************************
Géorgie	•			
Ghana	acceptation	16 déc. 1963		16 déc. 1963
Grèce	acceptation	2 nov. 1970	0 0	2 nov. 1970
Guatemala				
Haïti				
Hongrie	acceptation	14 juill. 1967	<b>V</b> D	14 juill. 1967
Îles Marshall				
Inde	acceptation	10 mars 1961	0 0	10 mars 1961
Indonésie	acceptation	4 juin 1971	☑ □	4 juin 1971
Iran, Rép. islamique d'	acceptation	21 mai 1974		21 mai 1974
Iraq				
Irlande	acceptation	29 févr. 1972	00	29 févr. 1972
Islande				
Israël	•••••			

Pays/Organisation Signatu	re instrument	* Date * *** de dépôt	Déclaration, etc. / Retrait	Entrée en vigueur
Italie	acceptation	20 juin 1985	ØO	20 juin 1985
Jamahiriya Arabe Libyenne				
Jamaïque	acceptation	5 sept. 1967		5 sept. 1967
Japon	acceptation	18 avril 1963		18 avril 1963
Jordanie	acceptation	27 oct. 1982	☑ □	27 oct. 1982
Kazakhstan	acceptation	9 avril 1998		9 avril 1998
Kenya				
Koweït	acceptation	15 sept. 1998		15 sept. 1998
L'ex-République yougoslave de Macédoine				
Lettonie	acceptation	5 janv. 2000		5 janv. 2000
Liban				
Libéria				
Liechtenstein				
Lituanie				
Luxembourg	acceptation	24 mars 1972	Ø O	24 mars 1972
Madagascar				
Malaisie				
Mali				
Malte				
Maroc	acceptation	30 mars 1977		30 mars 1977
Maurice	acceptation	7 avril 1975		7 avril 1975
Mexique	acceptation	19 oct. 1983		19 oct. 1983
Monaco				
Mongolie	acceptation	12 janv. 1976	Ø Ø	12 janv. 1976
Myanmar				
Namibie				
Nicaragua	acceptation	17 oct. 1977		17 oct. 1977
Niger	acceptation	17 juin 1969		17 juin 1969
Nigeria				
Norvège	acceptation	10 oct. 1961		10 oct. 1961

Pays/Organisation Signature	Instrument	Date à de dépôt	Déclaration, etc. / Retrait	en vigueur
Nouvelle-Zélande	acceptation	<b>22</b> juin 1961		<b>22 juin 1961</b>
Ouganda		•		
Ouzbékistan				
Pakistan	acceptation	16 avril 1963	Ø 🗆	16 avril 1963
Panama				••••••
Paraguay				
Pays-Bas	acceptation	29 août 1963		29 août 1963
Pérou				
Philippines	acceptation	17 déc. 1962		17 déc. 1962
Pologne	acceptation	24 juill. 1970	<b>Ø</b>	24 juill. 1970
Portugal				
Qatar				
République Arabe Syrienne	acceptation	18 déc. 1989		18 déc. 1989
Rép. démocratique du Congo				
République de Moldova				
République Dominicaine				
République tchèque	succession	27 sept. 1993	<b>7 7</b>	27 sept. 1993
République-Unie de Tanzanie				
Roumanie	acceptation	7 oct. 1970	◩▢	7 oct. 1970
Royaume-Uni	acceptation	19 sept. 1961	<b>d</b>	19 sept. 1961
Saint-Siège	acceptation	21 janv. 1986		21 janv. 1986
Sénégal				
Sierra Leone				
Singapour	acceptation	19 juill. 1973	ØO	19 juill. 1973
Slovaquie	succession	27 sept. 1993	Ø Ø	27 sept. 11993
Slovénie	succession	21 sept. 1992		21 sept. 11992
Soudan				
Sri Lanka				
Suède	acceptation	8 sept. 1961		8 sept. 1961
Suisse	acceptation	16 sept. 1969	Ø 🗆	16 sept. 1969
Thaïlande	acceptation	15 mai 1962	◪▢	15 mai 1962

Pays/Organisation	Signature	Instrument	Date depôt	Déclaration, etc. / Retrait	Entrée en vigueur
Tunisie	Jack Dreit Amedican Continues	acceptation	28 déc. 1967	Company of the compan	28 déc. 1967
Turquie		acceptation	26 juin 1978		26 juin 1978
Ukraine		acceptation	5 oct. 1966	☑ □	5 oct. 1966
Uruguay			•		
Venezuela			•		
Viet Nam		acceptation	31 juill. 1969	00	31 juill. 1969
Yémen			•		
Yougoslavie		acceptation	14 oct. 1963		14 oct. 1963
Zambie		••••••			***********
Zimbabwe		·····			

## Déclarations/réserves faites lors de la signature

### **Allemagne**

"Le Gouvernement ... se réserve le droit, en ce qui concerne l'alinéa a) ii) de la section 18 de l'article VI, d'imposer les nationaux de la République fédérale d'Allemagne, pour autant qu'il n'a pas renoncé à ce droit en vertu de traités sur la double imposition." (Original anglais; traduction du Secrétariat)

## **Bélarus**

"La République socialiste soviétique de Biélorussie ne se considère pas liée par les dispositions des sections 26 et 34 de l'Accord, qui obligent les parties à un différend à accepter la juridiction de la Cour internationale de Justice. Pour la question de savoir si les contestations portant sur l'interprétation ou l'application de l'Accord doivent être portées devant la Cour internationale de Justice, la RSS de Biélorussie demeure convaincue que le consentement de toutes les parties est nécessaire, dans chaque cas, avant de pouvoir porter un différend devant la Cour internationale de Justice. Cette réserve s'applique également à la disposition contenue dans la section 34, aux termes de laquelle l'avis de la Cour est accepté par les parties comme décisif." (Original russe; traduction du Secrétariat)

## Belgique

"Conformément à l'article XII, section 38, de l'Accord sur les privilèges et immunités de l'Agence internationale de l'énergie atomique, approuvé par le Conseil des gouverneurs à Vienne, le 1er juillet 1959, le Gouvernement du Royaume de Belgique déclare exclure de l'application dudit Accord les dispositions contenues dans la dernière phrase de la section 20 de l'article VI." (Original français)

### Bulgarie

"La République populaire de Bulgarie ne se considère pas liée par les dispositions des sections 26 et 34 de l'Accord. La République populaire de Bulgarie estime qu'une contestation portant sur l'interprétation ou l'application de l'Accord ne peut être portée devant la Cour internationale de Justice que si les parties au différend y consentent dans chaque cas particulier. Cette réserve s'applique également aux dispositions de la section 34, suivant lesquelles les parties doivent accepter l'avis de la Cour internationale de Justice comme décisif." (Original bulgare; traduction française certifiée communiquée par le gouvernement)

Une version modifiée de cette réserve a été communiquée dans une note du 19 avril 1994. Le texte est le suivant : "... a retiré les réserves suivantes ... concernant la section 34 de l'Accord sur les privilèges et immunités de l'Agence internationale de l'énergie atomique."

#### Canada

"... l'exonération d'impôts ou de droits de douane exigés par des lois en vigueur au Canada ne devrait pas s'appliquer aux citoyens canadiens résidant au Canada ou y ayant leur résidence habituelle." (Original anglais; traduction du Secrétariat)

#### Chili

- "a) Le Gouvernement chilien fait une réserve en vertu de laquelle les privilèges et immunités conférés aux fonctionnaires de l'Agence internationale de l'énergie atomique ne seront pas appliqués aux ressortissants chiliens exerçant une activité au Chili en qualité de fonctionnaires de l'Agence;
- "b) Le Gouvernement chilien fait une réserve quant aux dispositions de la section 4 dans le sens que, conformément à la pratique constitutionnelle et au droit national chiliens, les biens et avoirs de l'Agence internationale de l'énergie atomique peuvent être expropriés en vertu d'une loi générale ou spéciale autorisant l'expropriation pour des motifs d'importance publique ou d'intérêt national déterminés par le législateur." (Original espagnol; traduction du Secrétariat)

### Chine

"... elle émet des réserves au sujet des sections 26 et 34, qui stipulent que les contestations seront portées devant la Cour internationale de Justice et que l'avis de la Cour sera accepté par les parties à la contestation comme décisif." (Original chinois, avec traduction anglaise officielle; traduction du Secrétariat)

Une note expliquant ces réserves est conçue comme suit :

"Les réserves mentionnées dans ledit instrument ne visent pas l'ensemble des dispositions de la section 26 de l'Accord, mais seulement les dispositions concernant la soumission des contestations à la Cour internationale de Justice et le caractère décisif des avis de la Cour." (Original anglais; traduction du Secrétariat)

## Corée, République de

"Les membres du personnel recrutés sur place qui, en vertu de l'Accord, sont considérés comme fonctionnaires de l'Agence ne jouissent pas des privilèges et immunités définis aux alinéas ii), iii) iv), v) et vi) de la section 18, et à la section 19." (Original coréen; texte français établi par le Secrétariat d'après une traduction anglaise communiquée par le gouvernement)

#### Cuba

"La République de Cuba ne se considère pas liée par les dispositions des sections 26 et 34 des articles VIII et X de l'Accord sur les privilèges et immunités de l'Agence internationale de l'énergie atomique, qui prévoient que les contestations portant sur l'interprétation ou l'application de l'Accord seront portées obligatoirement devant la Cour internationale de Justice. En ce qui concerne la compétence de la Cour internationale de Justice en la matière, Cuba considère que pour qu'une contestation soit soumise à la Cour pour règlement, le consentement de toutes les parties en cause doit être obtenu dans chaque cas particulier." (Original espagnol; traduction du Secrétariat)

#### **Danemark**

"Nonobstant les dispositions des sections 20 et 32, le Gouvernement danois se réserve le droit d'appliquer la législation danoise sur les impôts directs et indirects aux ressortissants danois ainsi qu'aux personnes exerçant une activité commerciale au Danemark." (Original anglais; traduction du Secrétariat)

#### Fédération de Russie

"... ne se considère pas comme liée par les dispositions des sections 26 et 34 de l'Accord qui prévoient la compétence obligatoire de la Cour internationale de justice. En ce qui concerne la soumission à la Cour internationale de justice des différends suscités par l'interprétation ou l'application de l'Accord, [la Fédération de Russie] s'en tient à la position qu'elle a adoptée jusqu'à présent, à savoir que le consentement de toutes les parties à un différend est nécessaire dans chaque cas particulier pour porter ce différend devant la Cour internationale de Justice. Cette réserve s'applique également à la disposition de la section 34 prévoyant que l'avis consultatif de la Cour doit être accepté comme décisif." (Original russe; traduction du Secrétariat)

## Hongrie

"La République populaire de Hongrie accepte les sections 26 et 34 de l'Accord avec la réserve que tout différend suscité par l'interprétation ou l'application de l'Accord ne pourra être porté devant la Cour internationale de Justice que si toutes les parties au différend y consentent.

"La République populaire de Hongrie fait également une réserve quant à la disposition de la section 34 selon laquelle l'avis consultatif de la Cour doit être accepté comme décisif." (Original hongrois; texte français établi d'après une traduction anglaise certifiée communiquée par le gouvernement)

## Indonésie

"Article II, section 2 b):

L'Agence internationale de l'énergie atomique exerce sa capacité d'acquérir des biens immobiliers et d'en disposer en tenant dûment compte des lois et règlements nationaux.

## "Article X, section 34:

En ce qui concerne la compétence de la Cour internationale de Justice en matière de différends portant sur l'interprétation ou l'application de l'Accord, le Gouvernement indonésien se réserve le droit de maintenir que, dans chaque cas particulier, l'assentiment des parties au différend est nécessaire pour que la Cour statue.

## "Article VI, section 18:

Les avantages et privilèges conférés par l'Accord aux fonctionnaires de l'Agence, autres que ceux qui découlent également de l'Article XV du Statut, tels que l'immunité de juridiction pour les actes accomplis par eux en leur qualité officielle (y compris leurs paroles et écrits), ne seront pas appliqués aux ressortissants indonésiens exerçant une activité en Indonésie en qualité de fonctionnaires de l'Agence." (Original anglais; traduction du Secrétariat)

#### Italie

- "1. Se référant aux exonérations d'impôt prévues à l'alinéa a) ii) de la section 18 de l'article VI de l'Accord, le Gouvernement italien se réserve le droit de prendre en considération le montant global des traitements et émoluments perçus par les fonctionnaires italiens de l'Agence résidents en Italie et par les autres fonctionnaires de l'Agence résidents permanents en Italie, aux fins de la taxation éventuelle des revenus découlant d'autres sources en Italie."
- "2. L'immunité de juridiction prévue à l'article III, section 3, à l'article V, section 12 a), à l'article VI, section 18 a) i) et à l'article VII, section 23 a) et b) de l'Accord ne s'applique pas en cas d'action civile intentée par un tiers pour les dommages résultant d'un accident causé par un véhicule automoteur appartenant à un fonctionnaire de l'Agence, à un représentant d'un Membre aux réunions convoquées par l'Agence ou à un expert en mission pour l'Agence, ni en cas d'infraction à la réglementation de la circulation automobile intéressant les véhicules précités." (Original français)

#### **Jordanie**

"Les privilèges et immunités reconnus en vertu de cet accord ne sont pas accordés aux fonctionnaires de l'AIEA de nationalité jordanienne s'ils sont en poste en Jordanie même." (Original anglais; traduction du Secrétariat)

### Luxembourg

"En application des dispositions de l'article XII, section 38, de l'Accord, le Luxembourg ne donnera pas effet à la dernière phrase de la section 20 de l'article VI dudit Accord." (Original français)

## Maroc

"L'AIEA doit tenir compte des lois et règlements nationaux dans l'acquisition et la jouissance de biens immobiliers au Maroc

"Les privilèges et immunités reconnus par l'Accord ne s'étendent pas aux fonctionnaires de l'AIEA de nationalité marocaine en service au Maroc.

"En cas de litige, tout recours devant la Cour internationale de Justice doit se faire sur la base d'un consentement de toutes les parties intéressées." (Original arabe; traduction française communiquée par le gouvernement)

## Mexique

- "1. En acceptant l'Accord sur les privilèges et immunités de l'Agence, qui a été adopté le 1<sup>er</sup> juillet 1959, le Gouvernement déclare que la capacité d'acquérir des biens immobiliers et d'en disposer, qui est mentionnée à l'article II, section 2, de l'Accord, est subordonnée à la législation nationale applicable.
- "2. Les fonctionnaires et experts de l'Agence de nationalité mexicaine, dans l'exercice de leurs fonctions sur le territoire mexicain, ne jouissent que des privilèges conférés, selon les cas, par les sous-alinéas i, iii) et vi) de la section 18 et les alinéas a), b), c), d) et f) de la section 23, étant entendu que l'inviolabilité mentionnée à l'alinéa c) de la section 23 n'est accordée que pour les papiers et les documents officiels.
- "3. Les dispositions relatives à la détention de fonds, d'or ou de devises de toute nature et à la possession de comptes dans n'importe quelle monnaie ainsi qu'au transfert et à la convertibilité des devises en question sur le territoire mexicain sont subordonnés aux dispositions juridiques pertinentes en vigueur."

Une note expliquant la réserve figurant au paragraphe 3 est conçue comme suit :

"Le Gouvernement mexicain interprète cette réserve comme signifiant que les dispositions juridiques pertinentes seront appliquées de manière à ne pas empêcher ou gêner l'exécution efficace des programmes d'assistance et de coopération techniques auxquels le Mexique participe." (Original espagnol; traduction du Secrétariat)

#### **Pakistan**

"... sous réserve que les avantages et privilèges conférés par l'Accord aux fonctionnaires de l'Agence ne seront pas appliqués aux ressortissants pakistanais exerçant des fonctions au Pakistan en qualité de membres du personnel de l'Agence." (Original anglais; traduction du Secrétariat)

Une version modifiée de cette réserve a été communiquée dans une note du 29 septembre 1966. Le texte est le suivant : "... sous réserve que les avantages et privilèges conférés par l'Accord aux fonctionnaires de l'Agence, autres que ceux qui découlent également de l'Article XV du Statut, tels que l'immunité de juridiction pour les actes accomplis par eux en leur qualité officielle (y compris leurs paroles et écrits), ne seront pas appliqués aux ressortissants pakistanais exerçant une activité au Pakistan en qualité de fonctionnaire de l'Agence." (Original anglais; traduction du Secrétariat)

### Roumanie

"... la République socialiste de Roumanie ne se considère pas liée par les dispositions de la section 34 et par les dispositions de la section 26, dans la mesure où ces dernières renvoient à la section 34. La position de la République socialiste de Roumanie est que les différends concernant l'interprétation ou l'application de l'Accord pourront être soumis à la Cour internationale de Justice seulement avec le consentement de toutes les parties en litige, pour chaque cas particulier." (Original français)

## Singapour

"... les fonctionnaires de l'Agence qui sont ressortissants singapouriens ne seront pas exemptés de l'imposition sur les traitements et salaires qui leur sont versés par l'Agence." (Original anglais; traduction du Secrétariat)

### Suisse

"Toutefois, au sujet de l'article VI, section 19, alinéa 2, la Suisse se réserve la faculté de ne pas accorder les sursis d'appel demandés par l'Agence, étant entendu que ces demandes feront l'objet d'un examen bienveillant de la part des autorités fédérales compétentes." (Original français)

#### Thailande

"... avec la réserve que les fonctionnaires de l'Agence, bénéficiaires de privilèges et immunités en vertu dudit Accord, qui sont de nationalité thaïlandaise, ne sont pas exempts du service national obligatoire." (Original anglais; traduction du Secrétariat)

## Turquie

- "A) En ce qui concerne la section 19 dudit Accord, la législation turque pertinente s'appliquera pour ce qui est du sursis d'appel au service national des ressortissants turcs recrutés par l'Agence internationale de l'énergie atomique.
- "B) Les fonctionnaires de nationalité turque qui seront envoyés en mission en Turquie par l'Agence internationale de l'énergie atomique seront soumis à l'impôt au même titre que les nationaux turcs. Ils devront faire connaître leur traitement au moyen de déclarations annuelles, conformément aux dispositions de la section 2 de la partie 4 de la loi No 5421 relative à l'impôt sur le revenu." (Original anglais; traduction du Secrétariat)

### Ukraine

"La République socialiste soviétique d'Ukraine ne se considère pas liée par les dispositions des sections 26 et 34 de l'Accord, aux termes desquelles toute contestation portant sur l'interprétation ou l'application de l'Accord est portée devant la Cour internationale de Justice. En ce qui concerne la question de la compétence de la Cour en la matière, la RSS d'Ukraine maintient que l'assentiment de toutes les parties à un différend doit être obtenu dans chaque cas d'espèce avant que le différend puisse être porté devant la Cour internationale de Justice. Cette réserve s'applique également à la disposition contenue dans la section 34, aux termes de laquelle l'avis de la Cour est accepté par les parties comme décisif." (Original russe; traduction du Secrétariat)